



MANIFESTE



**Pour une Union européenne
exempte de produits chimiques,
qui place la santé-environnement
au cœur de son action**

RENFORCER LA SÛRETÉ DES SUBSTANCES CHIMIQUES AUTORISÉES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Réviser en priorité la principale loi sur les produits chimiques : REACH

Le **règlement sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques** (REACH), adopté en 2006, a été la loi emblématique de l'Union européenne (UE) qui lui a permis d'être à l'avant-garde en matière de contrôle des produits chimiques. Mais après 17 ans, il est devenu évident qu'elle souffre de lacunes importantes¹ qui compromettent son efficacité et sa capacité à répondre aux enjeux actuels de protection de la santé publique et de l'environnement. **Il est impératif d'engager une réforme immédiate** pour remédier à ces lacunes et accélérer la réglementation des produits chimiques dangereux. Cette réforme devrait être menée de manière proactive, suivie d'une mise en œuvre rapide, rigoureuse et d'une surveillance constante de sa bonne application. Elle devra notamment généraliser "**l'approche générique des risques**" visant à interdire les substances les plus dangereuses (CMR, PE, PBT, neurotoxiques, immunotoxiques, ou encore toxiques pour des organes spécifiques) tout en autorisant des dérogations limitées dans des conditions clairement définies par la loi. Cette approche permettrait de restreindre les usages et de réduire les expositions aux substances les plus dangereuses de manière beaucoup plus rapide et efficace que l'approche classique par évaluation de risque.²

Veiller à ce que les substances chimiques et les produits qui en contiennent soient sûrs et durables sur l'ensemble de leur cycle de vie

Alors que la production et la consommation mondiales de produits chimiques n'a cessé d'augmenter, **la part des produits chimiques dangereux** pour la santé, dans la production totale de produits chimiques de l'UE, **s'est maintenue à un niveau élevé et stable (entre 75 et 78 %) au cours des deux dernières décennies**. La transition vers des produits chimiques sûrs et durables dès leur conception n'est pas seulement une urgence sociétale, mais aussi une grande opportunité économique pour l'industrie chimique de l'UE d'entamer sa transition. **Les nouveaux produits chimiques doivent être intrinsèquement sûrs et durables sur l'ensemble de leur cycle de vie (de leur production à leur élimination), tandis que de nouveaux processus et technologies de production doivent être déployés**. Pour y parvenir, l'UE devrait concentrer ses efforts sur le développement et la mise en œuvre d'instruments économiques et d'incitations pour soutenir les changements de pratiques de l'ensemble des acteurs de la chaîne : les industriels, les consommateurs, les unités de traitement des déchets, etc. .

¹ REACH revision – [EEB key messages to the Commission](#), Mai 2022

² Générations Futures, [La révision du règlement REACH sur les polluants chimiques. Comprendre les enjeux de la révision du règlement REACH relatif à la fabrication et l'utilisation des polluants chimiques au niveau européen](#), octobre 2022

PRÉSERVER LA SANTÉ ET LES MILIEUX DE LA POLLUTION AUX PRODUITS CHIMIQUES, EN PARTICULIER LES SUBSTANCES PER- ET POLYFLUOROALKYLÉES (PFAS)

Éliminer progressivement les substances chimiques les plus nocives des produits de consommation

Les citoyens européens sont exposés quotidiennement à des produits chimiques toxiques par l'intermédiaire des produits d'entretien, des emballages, des textiles, des ustensiles de cuisine, etc. En 2020, **la stratégie européenne sur les produits chimiques pour le développement durable** a reconnu cet enjeu et a prévu de s'y attaquer en "interdisant les produits chimiques les plus nocifs dans les produits de consommation et en n'autorisant leur utilisation que lorsqu'elle est essentielle". Cependant, **peu de choses ont été actées jusqu'à présent**, du fait du décalage important entre le lancement des alertes et l'action des institutions : il est donc urgent que la Commission européenne, les États membres et le Parlement européen prennent des mesures rapides pour éliminer progressivement les produits chimiques les plus nocifs dans les produits de consommation courante et à usage professionnel, en intégrant **l'approche générique des risques** susmentionnée dans la loi.

Soutenir et amender la proposition de restriction universelle des PFAS

L'Agence européenne pour l'environnement reconnaît que **les PFAS "peuvent entraîner des problèmes de santé tels que des lésions hépatiques, des maladies thyroïdiennes, l'obésité, des problèmes de fertilité et des cancers"** : il est donc urgent de s'attaquer à la source et d'éliminer les PFAS, en gardant à l'esprit que pour la plupart des utilisations, des alternatives plus sûres sont disponibles. **Les coûts de santé** liés à l'exposition aux PFAS **sont estimés entre 52 et 84 milliards d'euros** pour l'ensemble des pays de l'espace économique européen (et la Suisse) **et le nombre de décès à 12 000 par an**. Pour l'environnement, ces coûts s'élèvent entre 821 millions et 170 milliards d'euros⁴ Etant donné la persistance des PFAS dans l'environnement et les organismes vivants, dont l'être humain, et l'ampleur de la pollution, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a présenté une **proposition d'interdiction des PFAS à l'échelle de l'UE** à l'initiative de plusieurs États-membres et partenaires de l'UE. Cette procédure doit aboutir à une restriction stricte de ces substances. PAN Europe et Générations Futures ont montré que **12% des substances actives pesticides approuvées dans l'UE sont des PFAS**.⁵ Entre 2011 et 2021, **le nombre de fruits et légumes européens dans lesquels des résidus de pesticides PFAS ont été détectés a presque triplé**, avec un taux de croissance de 220 % pour les fruits et de 247 % pour les légumes.⁶ Pourtant, l'utilisation des PFAS en tant que pesticide n'est pas intégrée dans le projet de restriction universelle, d'où la nécessité de l'amender.

⁴ Nordic Council of Ministers, [The cost of inaction. A socioeconomic analysis of environmental and health impacts linked to exposure to PFAS](#), 2019

⁵ Générations Futures, Pesticide Action Network Europe, [Pesticides PFAS : Révélations](#), Novembre 2023

⁶ Pesticide Action Network Europe, [Toxic Harvest: The rise of forever PFAS pesticides in fruit and vegetables in Europe](#), Février 2024

Surveiller davantage les milieux pour mieux documenter les pollutions

Le projet Forever Pollution a révélé une **contamination inquiétante et à grande échelle de l'eau et du sol par les PFAS dans l'ensemble de l'UE**,⁷ tandis que la Human Biomonitoring Initiative (HBM4EU) a révélé une "exposition généralisée aux PFAS qui dépasse les valeurs indicatives fondées sur la santé" au sein de la population européenne.⁸ Les PFAS, constituant une famille chimique de plus de 10 000 substances, posent de véritables défis en matière de surveillance.

Uniquement 20 PFAS devront être obligatoirement recherchés dans l'eau potable à partir de 2026, et la révision de la directive-cadre sur l'eau et de sa directive fille sur les eaux souterraines en proposent 24. **Le fait que les listes de PFAS à rechercher diffèrent d'une directive à l'autre suscite également l'interrogation** puisque le PFNS, PFDoDS, PFTTrDS, PFUnDS inscrits dans la directive sur les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) ne figurent pas dans la proposition de révision de la directive-cadre sur l'eau (DCE). Or si une toxicité de ces substances pour la santé humaine est supposée, des risques pour l'environnement et la biodiversité ne peuvent être écartés. Inversement pour les PFAS indiqués dans la proposition de révision de la DCE absentes de la directive EDCH (PFTeDA, PFHxDA, PFODA, GenX, ADONA, 6:2 FTOH, 8:2 FTOH, C604) pour lesquels une exposition chronique, même à faible dose, pourrait avoir des effets néfastes sur la santé.

Par ailleurs, **les cas nationaux de contamination des eaux de surface et potable à l'acide trifluoroacétique (TFA) se multiplient** à Dordrecht au Pays-Bas,⁹ à Bad Wimpfen en Allemagne¹⁰ et à Salindres en France,¹¹ alors même que cette substance ne fait pas l'objet d'une surveillance obligatoire, tout comme le 6:2 FTS. Ainsi, une **liste commune de 30 PFAS** simplifierait la lisibilité de l'action publique, renforcerait l'anticipation des cas de pollution et diminuerait à long-terme leurs coûts (cf. supra).

⁷ The Forever Pollution Project, Journalists tracking PFAS across Europe, <https://foreverpollution.eu/>

⁸ <https://www.hbm4eu.eu/>

⁹ Générations Futures, [Rejets de PFAS : Chemours contraint de fermer une ligne de production à Dordrecht](#), 4 février 2024

¹⁰ Umweltbundesamt, [Reducing the input of chemicals into waters: trifluoroacetate \(TFA\) as a persistent and mobile substance with many sources](#), Novembre 2021

¹¹ Générations Futures, [PFAS : Contamination des eaux aux "polluants éternels" à Salindres](#), Février 2024

Garantir aux citoyens européens l'accès à une eau et une alimentation saine et de qualité

Alors que les preuves de la contamination de notre eau et de nos aliments par des produits chimiques dangereux, des pesticides (y compris les PFAS) et leurs métabolites ne cessent de s'accumuler, **l'UE doit mettre en œuvre des mesures visant à garantir l'accès à une eau et une alimentation saine**. Il s'agit d'une nécessité fondamentale pour le bien-être humain et la santé environnementale.

Entre 2017 et 2021, en moyenne 34,8% des échantillons réalisés sur une cinquantaine de fruits et légumes non-bio sur le marché français comportaient des résidus quantifiés de multiples pesticides.¹² Il est donc essentiel que **les cocktails de résidus de pesticides soient pris en compte dans la définition des LMR**.

Plus de 20 ans après l'adoption de la principale législation de l'UE sur l'eau fixant des objectifs environnementaux - initialement pour 2015 - **seulement un tiers des eaux de surface de l'Europe sont en bon état chimique**.¹³ Une méta-analyse de 2014 des échantillons d'eau prélevés dans 4 000 sites de surveillance à travers l'Europe a montré que dans 42 % des sites, l'eau était contaminée par des produits chimiques à des niveaux causant une toxicité chronique pour la vie aquatique. Cette pression exerce non seulement des effets nocifs sur la biodiversité aquatique, mais réduit également la disponibilité de l'eau pour la consommation humaine et d'autres utilisations.

L'ingestion étant la principale voie d'exposition des populations aux PFAS, il est essentiel que l'Union européenne se dote de normes sanitaires véritablement protectrices concernant les aliments et les eaux, telles que le seuil de 0,5 µg/L pour le total des pesticides et leurs métabolites dans les eaux de surface. La norme actuelle de 0,1 µg/L pour la somme de 20 PFAS dans l'eau potable ne repose sur aucun fondement scientifique. Les agences sanitaires nationales ayant identifié des valeurs sanitaires différentes mais toutes inférieures à celles proposées par l'UE pour 4 PFAS : 2ng/L au Danemark, 4ng/L en Suède, 20 ng/L en Allemagne, 70ng/L en Espagne. Quant à l'alimentation, seules trois catégories d'aliments (viandes, poissons et œufs) possèdent des teneurs maximales de PFAS fixées par le règlement 2023/915, qui plus est, ne sont pas non plus basées sur la dose hebdomadaire tolérable fixée par l'Autorité européenne de sécurité européenne des aliments.¹⁴

¹² Générations Futures, Etat des lieux des résidus de pesticides dans les fruits et légumes non bio en France, Février 2024

¹³ Drivers of and pressures arising from selected key water management challenges. A European overview, EEA Report No 9/2021

¹⁴ PFAS dans les aliments : l'EFSA évalue les risques et définit un apport tolérable, 17 septembre 2020

SORTIR LES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DE L'UNION DE LEUR DÉPENDANCE AUX PESTICIDES D'ICI À 2035

Adopter une trajectoire de réduction de 50%, puis de sortie, des pesticides de synthèse à l'échelle de l'UE et d'ici 2050

Le **règlement sur l'usage durable des pesticides** (SUR), censé renforcer l'harmonisation et l'application de la directive du même nom (SUD) datant de 2009, avait impulsé cette idée de réduire l'usage des pesticides à l'échelle de l'UE. **Plus d'un million de citoyens européens soutiennent l'objectif de réduction des pesticides** via l'initiative citoyenne européenne Save Bees and Farmers.¹⁵ Le lien de causalité entre l'exposition aux pesticides et le **développement de certaines pathologies**¹⁶ est de plus en plus documenté, tout comme sa responsabilité dans **l'effondrement de la biodiversité**¹⁷ et en particulier des populations d'oiseaux (déclin de 25% en 40 ans et 60% pour les espèces des milieux agricoles).¹⁸

La réduction des pesticides est pourtant essentielle pour **assurer la sécurité alimentaire à long-terme de l'Union**¹⁹ et **éviter une baisse des rendements**²⁰ en raison de l'accroissement de la résistance aux pesticides, de la dégradation des sols et de l'érosion de la biodiversité. L'évaluation et le suivi de cet objectif doit être fondé sur un indicateur donnant une image de la dépendance globale des systèmes de production aux pesticides à l'image de **l'indicateur NODU** (NOMBRE de Doses Unités) dont l'application à l'échelle de l'Union Européenne serait facile en simplifiant son mode de calcul.²¹

Comme cela avait été intégré par la commission Environnement au **Chapitre IX du projet de règlement SUR**, ce dernier doit contenir des dispositifs relatives à l'interdiction de production, de circulation, de stockage, d'importation et d'exportation des substances interdites dans l'Union ou de produits en contenant.

¹⁵ <https://www.savebeesandfarmers.eu/eng>

¹⁶ INSERM, Pesticides et santé – Nouvelles données, 2021

¹⁷ Lata Rani et al., An extensive review on the consequences of chemical pesticides on human health and environment, Elsevier, 10 February 2021

¹⁸ CNRS, L'intensification de l'agriculture est à l'origine de la disparition des oiseaux en Europe, 16 mai 2023

¹⁹ Guy Pe'er, et al. "Scientists Support the Eu's Green Deal and Reject the Unjustified Argumentation Against the Sustainable Use Regulation and the Nature Restoration Law", Zenodo, 9 juillet 2023

²⁰ Deepak K. Ray, Navin Ramankutty, Nathaniel D. Mueller, Paul C. West, Jonathan A. Foley, "Recent patterns of crop yield growth and stagnation", Nature Communications, volume 3, 2012

²¹ Corentin Barbu, et al. "Plan Ecophyto : tout comprendre aux annonces du gouvernement", The Conversation, 21 février 2024

Interdire immédiatement les substances candidates à la substitutions et/ou celles pour lesquelles l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a identifié des risques inacceptables

Les États membres doivent commencer à interdire tous les produits pesticides contenant des candidats à la substitution et/ou contenant des substances pour lesquelles l'EFSA a identifié des risques inacceptables. Les Etats-membres doivent rendre compte de leurs progrès à la Commission européenne et au public. **La Commission européenne doit notamment mettre fin aux prolongations continues de ces substances continues de l'approbation de ces substances.**²² Afin de favoriser les alternatives non chimiques et de s'éloigner du système agricole actuel, dépendant aux pesticides, **les lignes directrices en matière de substitution doivent faire l'objet d'une révision indépendante** le plus rapidement possible.

Faire de la politique agricole commune (PAC) un véritable instrument de la transition agroécologique

La PAC représente un **budget d'environ 54 milliards d'euros par an**, soit 31% du budget total de l'UE.²³ En France en 2019, les aides directes de la PAC constituaient en moyenne 74% du résultat courant avant impôt sur l'ensemble des filières.²⁴ **La PAC est donc un levier majeur dans la capacité financière des agriculteurs à engager la transition agroécologique.** Les aides de base au revenu du 1er pilier de la PAC sont versées sur la base des surfaces agricoles, favorisant ainsi particulièrement les grandes exploitations intensives et dépendantes aux pesticides. Il est crucial de refondre la répartition des aides de ce pilier en les corrélant non pas à la taille des exploitations mais bien aux services environnementaux rendus (maintien de la biodiversité, préservation de la qualité des eaux et des sols, etc.). **Ce rééquilibrage devrait permettre de véritablement soutenir la filière biologique** en augmentant l'écorégime bio à 145€/ha au lieu de 92€/ha.

²² Générations Futures, [Action en justice : Générations Futures conteste la prolongation de l'approbation européenne de 5 pesticides](#), Décembre 2023

²³ Vera Milicevic, [Financement de la PAC: faits et chiffres](#), Décembre 2023

²⁴ INRAE, [Comment la PAC soutient-elle le revenu des agriculteurs ?](#), 8 mai 2021

2024 : une année charnière pour l'Europe, une opportunité pour la santé environnementale

Alors que les polluants chimiques sont omniprésents dans notre environnement, les futurs élus européens devront s'engager à construire une Europe exempte de produits chimiques toxiques, respectueuse de la santé et du droit à un environnement sain.

Ce manifeste appelle les futurs décideurs à une action collective et coordonnée au niveau européen pour réglementer strictement l'utilisation des produits chimiques, promouvoir la transparence et la responsabilité des industries, et encourager la recherche et le développement de solutions respectueuses de la santé et de l'environnement. En défendant cette vision audacieuse, Générations Futures enjoint les candidats aux élections européennes de juin (et futures élu.es) et les institutions à fonder leur action sur la santé environnementale dans une logique "Une seule santé".

Générations Futures : Une association reconnue

Générations Futures est une association loi 1901 de défense de l'environnement agréée par le ministère de l'Ecologie depuis 2008 et reconnue d'intérêt général. Fondée en 1996, elle a pour objectifs de dénoncer les effets néfastes des polluants chimiques en général et des pesticides en particulier et de promouvoir leurs alternatives (au premier rang desquelles l'agriculture biologique en ce qui concerne les pesticides).

L'association mène des actions légales (enquêtes, colloques, recours juridiques, campagne de sensibilisation...) pour informer sur les risques de diverses pollutions (les substances chimiques en général et les pesticides en particulier) et promouvoir des alternatives à ces produits menaçants la santé et l'environnement.

CONTACTEZ-NOUS !

L'équipe de Générations Futures est à votre disposition pour discuter de ces enjeux et être force de proposition.

Coordonnées

Générations Futures

179 rue La Fayette 75010 Paris

plaidoyer@generations-futures.fr

Tel : 01 45 79 07 59

www.generations-futures.fr

